

Steco power prépare l'après

Salariés de Steco power et élus ont rencontré un conseiller au ministère du Redressement productif pour trouver un repreneur. La tentative de la dernière chance.

Après le coup de massue de l'annonce de la liquidation de la société Steco power, par le tribunal de commerce d'Orléans, le monde politique et les salariés ont multiplié les initiatives pour ne pas laisser mourir le site industriel d'Outarville.

Récemment, une délégation de salariés s'est rendue au ministère du Redressement productif où elle a été reçue par Samia Buisine, conseillère technique auprès du ministre Arnaud Montebourg. Au côté des salariés s'étaient joints deux parlementaires du Loiret, Marianne Dubois, députée, et Jean-Pierre Sueur, sénateur, ainsi qu'un élu local, Pa-



Dominique Villette, maire de Bazoches-les-Gallerandes, au micro, s'est adressé aux salariés, mardi 18 juin.

trick Choffy, maire de Boisseaux, par ailleurs président de la communauté de communes de la

Plaine du Nord Loiret. Les membres du cabinet du ministre se sont engagés à tout faire pour contacter

des groupes susceptibles d'être intéressés par la reprise. La semaine dernière, les représentants des salariés confirmaient que « le site de l'entreprise était bloqué et que la gendarmerie le surveillait régulièrement ».

Les employés ont dû, dans des jours récents, solliciter les élus pour mettre en place la cellule qui permettra des reclassements (nouvel emploi ou formation). Des élus de salariés ont été par exemple reçus, samedi 15 juin, par Jean-Louis Baudron, maire de Janville et président de la communauté de communes de la Beauce de Janville « qui s'est montré très attentif à l'avenir des salariés. Il s'est engagé à être à l'écoute de toutes les opportunités locales », a précisé Gilles Hardouin, délégué syndical.

Les Batteries outarvilloises

Mardi 18 juin, devant l'usine Steco power, Maxime Muana Mputu (à gauche sur notre photo) a annoncé la création de l'association Batteries outarvilloises, dont le siège se trouve au 23, rue Croix-de-Bois, à Orléans. L'association dont il est le président va permettre aux salariés de se porter partie civile et d'accéder à certains dossiers.